



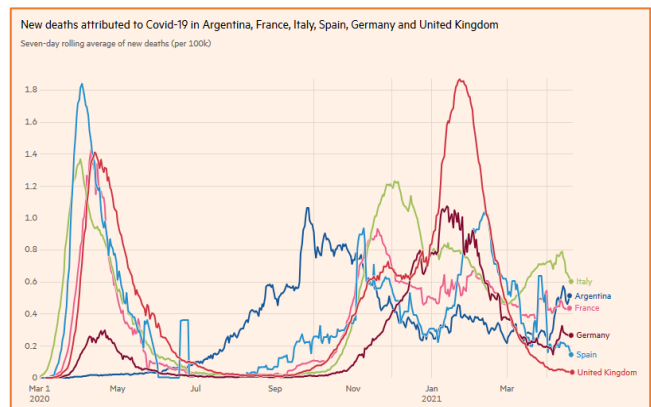
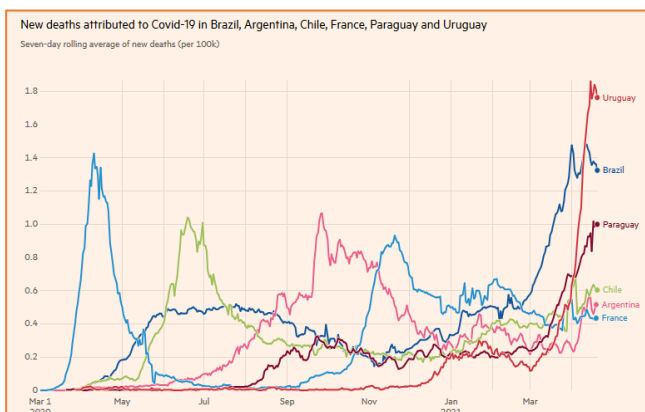
BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N° 16 – Avril 2021

Zoom sur la situation sanitaire

Situation Covid-19 (moyenne mobile sur 7 jours des nouveaux décès, en valeur absolue et par million d'habitants)



Argentine

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 365,6

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 4,9

Sous tension. La **situation épidémiologique** est demeurée **tendue** au cours des 7 derniers jours. Si la mortalité a reculé assez sensiblement (-9,82 % à 1.543 décès, soit tout de même 58,3 % de plus qu'il y a tout juste deux semaines), l'ensemble des autres paramètres affichent une dégradation. Il en va ainsi :

- du **taux d'incidence**, en hausse dans 21 provinces sur 24, et qui continue à progresser plus rapidement que le nombre de tests (+ 3,84 %) : +7,34 % à 366 au niveau national, soit davantage qu'en France (331) avec 5,5 fois moins de tests, **+10 % dans la capitale** (laquelle effectue toutefois le quart des tests du pays pour 8 % de sa population), à 683 (512 à Paris) ;



- ✚ du **taux de positivité**, logiquement en hausse de 27,15 à **28,55 % (il dépasse 50 % dans la province de Buenos Aires, la plus peuplée du pays** avec environ le quart de la population totale);
- ✚ et, surtout, du **nombre de patients Covid+ en soins intensifs**, en hausse pour la 6^{ème} semaine de rang (+15,8 % à 4.492, soit le **niveau le plus élevé depuis le 10 novembre**).

Avec 4,9 décès/jour/Mhb en moyenne mobile sur 7 jours (vs 5,4 semaine précédente), la **mortalité argentine demeure à ce stade plutôt moins élevée que dans les autres grandes économies du continent, à l'exception du Mexique (3,1 ⚡⚡):** Brésil (13,2 ⚡), Pérou (9,3 ⚡), Colombie (7,8 ⚡⚡) et Chili (6 ⚡).

Si l'**information sur la circulation des variants demeure très limitée** (1.246 échantillons en tout séquencés entre fin octobre et début avril, pour 155 cas : 80 du variant anglais, 36 du variant P1 de Manaus, 35 du variant P2 de Rio et 4 du variant californien), le dernier rapport, en date du 12 avril, fait état d'une **augmentation de la détection de variants sans lien avec des flux touristiques**, ce qui **semble suggérer une circulation communautaire, notamment dans la province de Buenos Aires**. Le ministre de la santé de cette province vient ainsi d'indiquer, sans plus de précisions, que **la prévalence du variant P1 serait de 74 % dans la capitale régionale, La Plata** (environ 850 000 hb).

Dans ce contexte, les autorités argentines ont imposé de nouvelles restrictions pour **l'Aire métropolitaine de Buenos Aires** (la capitale et 44 communes de sa banlieue): fermeture de la quasi-totalité des commerces à 19h, début du **couvre-feu nocturne avancé à 20h** au lieu de minuit, fonctionnement **des restaurants et bars limité aux espaces à l'air libre, suspension pour deux semaines des cours en présentiel** (cette dernière mesure a toutefois été annulée en référé, pour la capitale, par la justice).

Enfin, sur le front vaccinal, **le rythme de vaccination diminue à nouveau fortement** (0,25 injections/jour pour 100 habitants vs 0,37 semaine précédente), et demeure très inférieur à celui de l'Uruguay (1,19) et du Chili (0,77). **L'Argentine se maintient néanmoins au-dessus de la moyenne latino-américaine avec 12,66% de la population vaccinée avec au moins une dose contre 10,29 %** (40,89 % au Chili, 31,42 % en Uruguay, mais 11,72 % au Brésil, 8,88 % au Mexique, 5,4 % en Colombie et 2,32 % au Pérou).

Chili

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 245,9

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 6

Accalmie ? Après quasiment huit semaines de hausse, **le taux d'incidence se stabilise à 245,9** revenant à son niveau de début avril (contre 267,4 la semaine dernière). Il en va de même des décès, avec **6 décès par jour par Mhb enregistrés sur les 7 derniers jours**. Selon le ministre de la santé, Enrique Paris, le nombre de contagions diminue dans 12 régions sur 16 mais cette dynamique positive ne conduira pas à la levée de l'alerte sur l'ensemble du territoire.



Toutefois, **le gouvernement chilien a annoncé une évolution du programme « pas à pas »**. Dans ce cadre, 10 communes passeront le 22 avril en phases 2 et 3 du déconfinement (Ovalle, Tocopilla, Huasco, Andacollo y Combarbalá, Penciahue, Ancud, Pichilemu, Treguaco et San Ignacio), tandis que 4 autres (Aysén, Canela, Licantén et Vichuquén) seront rétrogradées à la phase précédente.

Par ailleurs, le gouvernement chilien a annoncé **l'arrivée de nouveaux lots de vaccin Sinovac**, contenant près de 100.000 doses, ce qui permettra au Chili de continuer sur le même rythme de vaccination. Ces doses chinoises seront complétées par les vaccins d'AstraZeneca (160.000 doses) et de Pfizer-BioNtech (285.000 doses). En outre, le ministère de la santé a confirmé qu'environ 7,7 millions de Chiliens (40,9 % de la population) avaient reçu une première dose de vaccin, tandis que 5,5 millions étaient déjà complètement vaccinés. **Ces bons chiffres placent le Chili au troisième rang mondial en terme de taux de couverture vaccinale pour la 1^{ère} dose, derrière Israël (61,9 %) et le Royaume-Uni (48,7 %).**

Paraguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 217,1

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 10,4

Nouvelle dégradation. Le Paraguay affiche cette semaine des indicateurs épidémiologiques toujours en hausse. **Le taux d'incidence atteint 217,1** (contre 210,1 la semaine dernière et 173,9 la semaine précédente), et le **nombre de morts journalier par Mhb enregistre une augmentation significative pour atteindre 10,4** (contre 9,1 la semaine dernière et 7,5 la précédente). Le Paraguay a par ailleurs déploré 91 morts en seulement une journée, un nouveau record depuis le début de la pandémie.

Le président Mario Abdo Benitez a reconnu ce mardi 20 avril, **que le système sanitaire était soumis à de très fortes pressions**. Les centres de santé et hôpitaux sont désormais débordés par la propagation rapide du virus au cours des dernières semaines. La situation est telle que l'un des députés du parti de la majorité, Basilio Núñez, a proposé que certains patients en état grave nécessitant des soins intensifs (actuellement au nombre de 508) soient pris en charge dans les pays du voisinage afin de soulager le système sanitaire paraguayen, comme expérimenté en France en novembre dernier.

Du côté de la campagne de vaccination, le ministère de la santé a appelé la population âgée de plus de 60 ans à s'enregistrer sur la plateforme du ministère afin d'obtenir un créneau de vaccination. Jusqu'à présent, le Paraguay n'a reçu que très peu de doses de vaccin, ce qui n'a pas empêché une légère accélération de la campagne de vaccination cette semaine. Malgré ce nouveau rythme, **seul 1,13 % de la population a reçu une première dose de vaccin.**



Uruguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 589,9

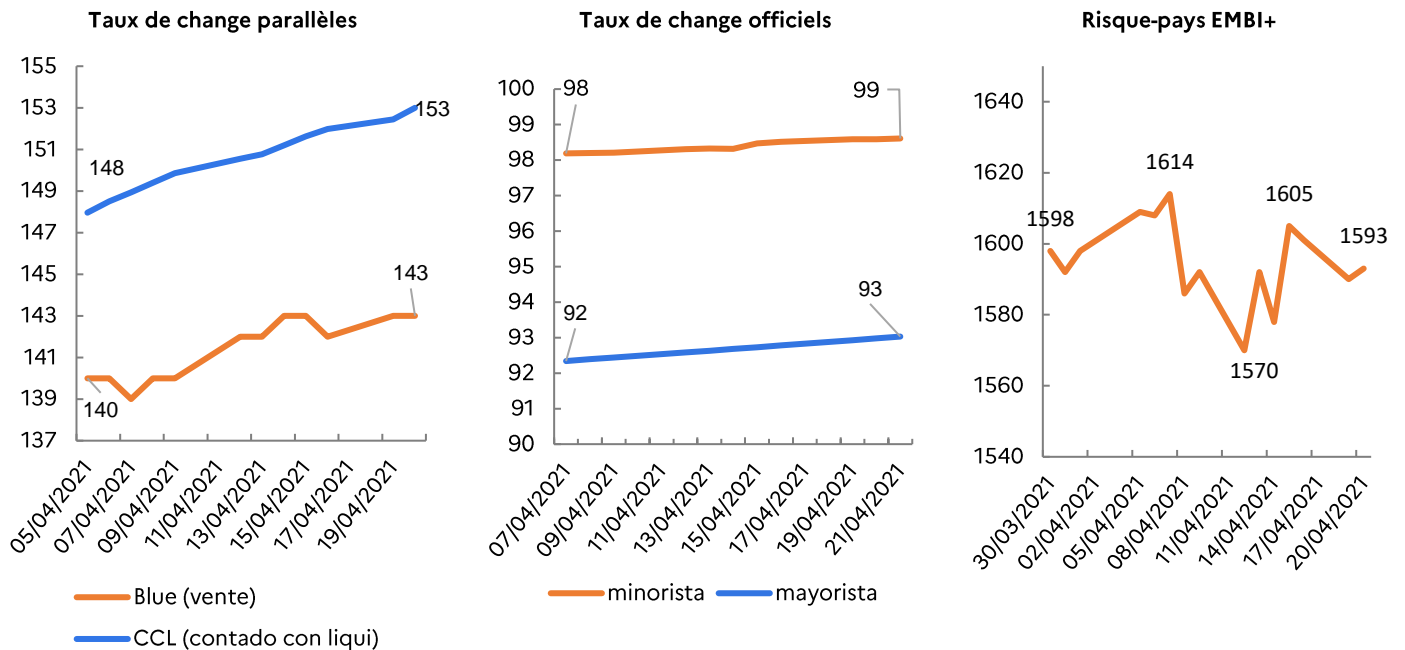
Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 17,9

Ralentissement épidémiologique ? Pour la première fois depuis la mi-janvier, **la propagation de l'épidémie ralentit cette semaine.** Après un pic à 721,8 la semaine dernière, **le taux d'incidence passe à 589,9 ce 22 avril**, tout en restant à un niveau extrêmement élevé par rapport à la moyenne régionale. Le nombre de décès continue, en revanche, d'augmenter, atteignant 17,9 (contre 17,1 la semaine dernière et 10,6 la précédente).

Malgré ces chiffres inquiétants, **le gouvernement commence à planifier les différentes étapes de réouverture des activités économiques.** Le vice-ministre du tourisme, Remo Monzeglio, a ainsi indiqué que l'objectif actuel du gouvernement était de reprendre progressivement les connexions aériennes mais que cette phase devrait coïncider avec une progression suffisante de la campagne de vaccination (31,42 % des Uruguayens ont déjà reçu une première dose de vaccin).

En parallèle, le Parlement uruguayen a approuvé le 15 avril, un projet de loi créant un « **impôt d'urgence sanitaire II covid-19** », ciblant les fonctionnaires, les personnes détenant un poste politique ainsi que les retraités touchant une rémunération mensuelle supérieure à 2.700 USD. Les ressources levées alimenteront le Fonds solidaire covid, créé le 8 avril 2020.

Graphiques de la semaine



ARGENTINE

L'activité économique, atone en février, laisse présager une reprise incomplète

L'activité se replie de 1% sur un mois en février, après avoir enregistré une croissance molle ces derniers mois (+1,9% en janvier et +0,7% en décembre). En rythme annuel, l'activité recule de 2,6%, enregistrant la plus forte contre-performance depuis novembre.

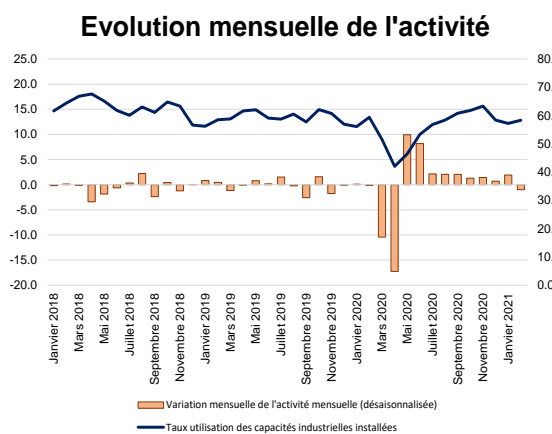
Alors qu'en rythme annuel, la construction reste vigoureuse (+11,7% par rapport à la même période en 2020), les transports et communications (-15,6%) ainsi que l'hôtellerie et restauration (-38,2%) demeurent particulièrement sinistrés.

Avec 170.000 emplois en moins au dernier trimestre 2020, par rapport à son niveau d'avant crise, l'hôtellerie et la restauration représenteraient un quart des emplois perdus à cause de la crise sanitaire. Dès lors, les professionnels du secteur jugent insuffisantes les aides actuelles de l'Etat, et réclament une meilleure couverture du programme Repro II visant à soutenir l'emploi dans les secteurs sinistrés (infra). Selon la fédération des entreprises hôtelières et gastronomiques (FEHGRA), seuls 40.000 employés seraient couverts par ce programme, alors que le secteur compterait 1,2 million de salariés.

L'évolution de l'activité manufacturière est également décevante (+1,6%). De même, l'utilisation des capacités industrielles connaît une légère progression en février (58,3%, contre 57,2% un mois plus tôt) mais

elle reste inférieure à son niveau de février 2020 (59,4 %).

Qui plus est, les disparités entre les activités perdurent (77,3 % pour le raffinage et seulement 33,4 % pour l'automobile) confirmant des divergences dans la reprise. Avec le faible dynamisme de la manufacture, la croissance en 2021 pourrait être incomplète.



En outre, les nouvelles mesures sanitaires et, plus largement, l'incertitude grandissante sur la trajectoire de la pandémie, malgré la campagne de vaccination représentent des facteurs baissiers non négligeables sur l'activité. Ce choc pourrait être renforcé par l'évolution décevante des revenus réels et de l'emploi, pesant sur la confiance et la consommation des ménages. Ces effets, s'ils se matérialisent, pourraient retarder le retour au niveau d'avant crise.

Le gouvernement élargit le programme de soutien à l'activité (Repro II)

Afin d'atténuer l'impact des nouvelles mesures sanitaires, le gouvernement élargit le programme Repro II, visant à protéger l'emploi dans les secteurs les plus affectés par les restrictions. Sous certaines

conditions, notamment une baisse du chiffre d'affaire de 20 % en avril par rapport à son niveau de 2019 (hors santé), l'aide exceptionnelle aux salariés sera de 18.000 pesos (environ 180 USD au taux de change officiel) pour toutes les activités considérées comme critiques.

Si les restrictions sanitaires perdurent, le soutien de l'Etat passera à 9.000 pesos (environ 90 USD) pour les salariés des secteurs affectés non critiques, 12.000 pesos (120 USD) pour ceux des secteurs critiques et 18.000 pesos pour ceux de la santé. Dans le cas où le revenu net serait inférieur à ce montant, l'aide représentera 83 % du salaire de l'employé.

Selon le bureau des finances du Congrès, l'administration centrale a rehaussé le budget consacré au programme Repro II à l'équivalent de 252 MUSD (0,1 % du PIB), contre 14 MUSD initialement envisagés. A la fin mars, 59,8 % du budget avaient déjà été exécutés. Pour d'aucuns, l'élargissement de la couverture rapproche le Repro II du programme d'aide exceptionnelle à l'activité (ATP) mis en œuvre en 2020.

Le gouvernement renforce les contrôles sur la chaîne de production et les exportateurs agroalimentaires

En réaction aux poussées inflationnistes enregistrées ces derniers mois (+3,9 % pour les prix de gros, +4,8 % pour les prix au consommateur en mars, en rythme mensuel), le gouvernement multiplie les initiatives visant à contrôler les prix et réputées accroître l'offre de produits alimentaires sur le marché local.

Ainsi, en sus des mesures déjà prises pour contrôler la chaîne alimentaire (transmission d'un rapport mensuel d'activité, programme d'encadrement des prix), les autorités



argentines ont relancé « l'Observatoire des prix et de la disponibilité des intrants, biens et services » créé en 2015. Dirigé par Georgina Pessagno, cheffe de cabinet de la Secrétaire au commerce intérieur, cet organisme aura pour mission de surveiller les prix ainsi que la disponibilité des biens et services.

En parallèle, le gouvernement restreint les exportations de viande, céréales et produits laitiers afin d'accroître leur disponibilité sur le marché local. A cet égard, une nouvelle réglementation oblige les exportateurs desdites catégories de produits qui n'ont pas d'installations inscrites au registre des opérateurs agricoles (RUCA), à fournir une série de documents sur leur activité (plan de travail prévisionnel détaillé, mouvements bancaires, entre autres) pour obtenir l'autorisation de vendre à l'étranger.

Selon la presse, ce dispositif qui ciblerait près de 400 exportateurs de viande et 800 opérateurs céréaliers, pourrait entraîner une baisse de 10 % des exportations de viande. Cette mesure fait également suite à la suspension des activités de 15 sociétés qui avaient tenté d'exporter 40 tonnes de viande congelée par le biais d'un montage impliquant des opérateurs non-inscrits au RUCA afin d'éviter les procédures de contrôle des exportations et des mouvements de devises. Les exportations de viande sont désormais soumises à une procédure supplémentaire de déclaration sur l'honneur spécifique.

La production de céréales pourrait légèrement baisser durant la campagne 2020/2021 en raison d'une faible pluviométrie en fin de période

Selon la bourse de Rosario, la faible pluviométrie enregistrée depuis février

pourrait peser sur la production de céréales, mais dans une ampleur moindre que celle initialement envisagée.

Ainsi, la production de soja pourrait atteindre 45 Mt en 2020/2021, contre 50,7 Mt durant la campagne précédente. Les surfaces cultivées restent inchangées à 17,2 Mha ce qui implique une légère baisse du rendement (27,5 quintaux par hectare contre 30,5 q/ha, un an plus tôt).

De son côté, la production de maïs s'établirait à 48,5 Mt, après 51,5 Mt la campagne précédente. Ce repli s'explique par une baisse combinée de la surface cultivée (7,1 Mha versus 7,3 un an plus tôt) et du rendement (79,6 q/ha versus 82,4).

De même, la récolte de blé s'élèverait à 17,0 Mt, contre 19,5 Mt, avec un recul de la surface cultivée de 6,8 à 6,5 Mha. De son côté, le rendement passerait de 29,9 à 28,6 q/ha.

Si les contrats à terme devraient permettre aux producteurs de compenser les pertes de volume grâce à des prix élevés (336 USD la tonne de soja à San Lorenzo, livrable en juin), les records de production attendus au Brésil (135 Mt pour le soja et 109 Mt pour le maïs) pourraient entraîner un retournement des prix à partir de juillet.

Le gouvernement dévoile le plan de soutien au logement, fondé sur l'octroi de crédits subventionnés

Le président Alberto Fernandez a présenté, ce mardi 20 avril, un programme de relance du secteur de la construction, à travers l'octroi de 87.000 crédits hypothécaires pour la construction ou la rénovation du logement principal ou secondaire. Contrairement aux crédits ajustés sur

l'inflation, les nouveaux prêts seront indexés sur l'évolution des salaires.

activités de blanchiment seront encouragées dans le secteur immobilier.

Ils seront déclinés en deux composantes :

- i) **Crédit pour la rénovation d'un logement principal.** Il s'agira de 40.000 crédits pour un montant maximum équivalent à 1.000 USD, au taux officiel actuel. Il y aura aussi 25.000 crédits pouvant atteindre 2.400 USD. La maturité des prêts sera de 36 mois avec une période de grâce de 3 mois.
- ii) **Crédit pour la construction de maison sur un terrain inférieur à 60 m² appartenant à l'emprunteur (ou sa famille).** Dans ce cadre, 22.000 crédits d'un montant maximum équivalent à 40.000 USD, au taux de change actuel, seront octroyés sur 30 ans.

Les emprunteurs devront justifier de ressources équivalentes à au moins 2 salaires minimums. Les crédits pourront couvrir la totalité du coût des travaux, tandis que ceux consacrés à l'acquisition seront limités à 80 % du prix d'achat. En parallèle, le gouvernement prévoit un programme « Casa Propria » pour faciliter l'accès à 264.000 logements sociaux.

Ce programme va de pair avec la réglementation adoptée en mars sur la construction et l'accès au logement (décret 27.613) qui prévoit une exonération de l'impôt sur les biens personnels pour les investissements immobiliers, et un impôt spécial lorsque cet apport sera financé par des capitaux qui n'avaient pas été initialement déclarés. Avec ce dispositif, nombres d'observateurs estiment que les

CHILI

Accélération du déploiement de la fibre optique en 2020

Selon le Secrétariat aux télécommunications, la fibre optique représente désormais 41 % des abonnements à internet fixes au Chili, enregistrant une hausse de 62 % sur 1 an. Cette progression est tirée par la forte demande liée à la crise sanitaire, et par la construction d'infrastructures public-privé importantes ces dernières années comme la « Fibre optique nationale » -FON- (10.000 km sur l'ensemble du territoire chilien) mais aussi la « Fibre optique australe » -FOA- (près de 5.000 km à l'extrême sud du pays).

En décembre 2020, la consommation et les abonnements internet fixes (3,8 millions) ont respectivement augmenté de 58 % et 10 % sur 1 an (+12,5 % pour les abonnements résidentiels mais -6,5 % pour les commerciaux), représentant la plus forte hausse depuis 2009. En parallèle, la consommation et les abonnements internet mobiles (18,5 millions) se sont accrus respectivement de 38 % et 8 % sur 1 an. La 4G représente à présent 90,4 % des abonnements mobiles.

Selon l'OCDE, le Chili est au 23^{ème} rang sur 37 pays pour le nombre d'abonnements internet haut débit mobile pour 100 hab., avec un ratio de 95, alors que la moyenne de l'OCDE est à 115,4. Le Chili est au 34^{ème} rang pour le fixe avec un ratio de 18,8 abonnements pour 100 hab, contre 32,6

en moyenne pour l'OCDE. Par ailleurs, le Chili se situe au 8^{ème} rang pour la consommation de données mobiles (9,85 GB en 2019, contre 3,8 GB en 2017, alors que la moyenne de l'OCDE est de 5,8 GB).

Les revenus bruts des ménages augmentent ponctuellement en 2020 sous l'effet des retraits des fonds de pension

Selon la Banque centrale, les revenus bruts des ménages en 2020 ont augmenté de 12,7 % sur un an, en particulier durant le 3^{ème} et 4^{ème} trimestre (respectivement +35,3 % et +25,7%), sous l'effet des deux retraits anticipés à hauteur de 20 % du compte-épargne retraite (36 Mds USD au total, soit 14 % du PIB). Sans ces ressources exceptionnelles, les revenus bruts disponibles des ménages auraient diminué de 3,5 %, du fait notamment d'une contraction de 5,2 % des revenus des travailleurs indépendants (formels et informels) et d'une chute de 14,4 % des revenus fonciers. Sur l'ensemble de l'année, le taux d'épargne des ménages s'établit à 8,3 % du PIB (-0,2 point sur un an). La dette des ménages, à 50,6 % du PIB, reste relativement stable (-0,1 point sur un an). Elle est principalement constituée de crédits immobiliers (29 % du total) et des crédits à la consommation (11 %).

PARAGUAY

La Banque centrale du Paraguay publie ses nouvelles prévisions économiques

Dans ses prévisions d'avril 2021, la Banque centrale du Paraguay prévoit une inflation de

3,2 % pour la fin de l'année 2021 et de 3,9 % pour la fin 2022.

Pour le mois en cours, les agents consultés tablent sur une stabilité des prix (+0,2 % sur un mois), soit une évolution similaire à celle enregistrée en avril 2020. Elle resterait de cet ordre en mai (+0,3 %).

Quant à la croissance économique, elle pourrait être comprise entre 3,7 % (Banque centrale) et 4 % (FMI) avant de se stabiliser autour de 4 % à partir de 2022.

La Banque mondiale rencontre le ministère des finances pour discuter du commerce et de la compétitivité

Lundi 19 avril, une mission de la Banque mondiale a rencontré des personnalités du ministère des finances paraguayen pour recueillir des informations sur les politiques commerciales mises en œuvre dans le contexte de la pandémie de Covid-19. L'étude menée par la Banque mondiale aura pour objectif de guider le Paraguay dans l'élaboration de ses politiques futures, afin de maximiser la croissance à moyen-terme.

Les discussions ont notamment mis en avant les mesures prises par le Paraguay pour réduire les coûts commerciaux, en particulier les tarifs sur les équipements médicaux et médicaments importés. Quant à l'Accord sur la facilitation des échanges (accord entré en vigueur en 2017 et ratifié par les deux tiers des membres de l'OMC), il a été souligné que la République du Paraguay présentait un taux de conformité de 80,7 % ; un pourcentage qui pourrait encore augmenter prochainement, d'après le ministère paraguayen.

URUGUAY

L'Uruguay a été choisi par les Nations Unies comme bénéficiaire d'un fonds de 10 MEUR pour financer la décarbonation

A l'occasion de l'ouverture du forum international de la mobilité électrique, le ministre de l'industrie, de l'énergie et des mines, et le ministre de l'environnement ont annoncé la sélection de l'Uruguay par les Nations Unies pour bénéficier d'un fonds de 10 MEUR destiné au financement de projets de mobilité durable et de développement industriel.

Avec plus de 60 % des émissions carbone du pays liées au transport, ce secteur bénéficiera logiquement d'une grande partie de ces fonds. Le gouvernement uruguayen s'est par ailleurs engagé à mettre en place une politique de mobilité durable intégrant des mesures telles que l'interdiction de l'importation de véhicules à moteur dont la technologie est considérée comme obsolète.

Le gouvernement annonce de nouvelles mesures d'urgence économique pour soutenir les secteurs les plus touchés par la pandémie

La ministre de l'économie et des finances Azucena Arbeleche a annoncé mardi 20 avril que l'Etat apporterait un soutien de 900 MUSD aux secteurs les plus touchés par la pandémie. Ce montant remplace les 540 MUSD initialement prévus par le gouvernement, auxquels se sont donc rajoutés des mesures d'exonérations fiscales et de subventions.





La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Laurent Charpin, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

julie.veguer@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)